

Le rival d'Abbas, Mohammed Dahlan, est-il l'intermédiaire secret de l'accord entre Israël et les Émirats arabes unis ?

Les rumeurs disent que Dahlan, conseiller du prince héritier des Emirats Arabes Unis Mohammed bin Zayed, a agi comme intermédiaire. C'est également un favori des Israéliens et des Américains, qui prévoient de le couronner prochain leader palestinien



Le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas, à gauche, fait le signe de la victoire sous les yeux de Mohammed Dahlan, alors leader du Fatah, à Ramallah en Cisjordanie, le 18 décembre 2006. Crédit : AP

Amira Hass, le 25 août 2020

La voix excitée et festive de l'annonciatrice de la Voix de la Palestine a donné l'impression qu'il s'agissait d'un événement très important : le quatrième rassemblement national pour faire face à l'annexion, qui se tient dans le village de Turmus'ayya au nord-est de Ramallah. Un représentant du Hamas prendra également la parole lors de cet événement, a-t-elle promis, et son discours – comme celui des autres orateurs – sera transmis en direct. Et tout cela sur une station de radio qui n'interviewe pas les membres du Hamas ou toute autre personne en désaccord avec le leader Mahmoud Abbas.

Lorsque le peuple palestinien est trahi, il doit y avoir une manifestation publique d'unité nationale – tel était le message du rassemblement qui a eu lieu mercredi dernier et qui était axé sur l'opposition à la « normalisation gratuite », comme on appelle le récent accord entre les Émirats arabes unis et Israël.

Le Fatah a envoyé ses fonctionnaires à la réunion : Le Premier ministre Mohammad Shtayyeh a pris la parole, et ses collègues, dont Sabri Seidam, Rawhi Fattouh et Jibril Rajoub, se sont assis sur des chaises en plastique autour de la scène, aux côtés des perpétuels représentants d'autres organisations palestiniennes (dont certaines minuscules et négligeables). Tous ont patiemment écouté les discours.

Et qui était absent de la démonstration d'unité ? Les membres du Bloc de la réforme démocratique du Fatah, c'est-à-dire les partisans de Mohammed Dahlan, qui, avec l'ancien chef de la sécurité du Fatah, ont été expulsés du mouvement – mais qui rejettent le droit d'Abbas de les expulser. Le nom de Dahlan

n'a pas été mentionné, mais il planait dans l'air. Les rumeurs et les suppositions qui circulent dans le discours palestinien sont que Dahlan, conseiller du prince héritier des EAU Mohammed bin Zayed, est l'intermédiaire de l'accord avec Israël et un favori des Israéliens et des Américains, qui prévoient de le couronner comme prochain leader palestinien.

« Comment vont-ils s'y prendre exactement ? Le parachuter d'un avion ? » raille Samir Masharawi, né dans un camp de réfugiés de la bande de Gaza, ancien prisonnier et membre du Bloc de la réforme démocratique. Dans une interview à la télévision égyptienne d'El Ghad, diffusée au début de la semaine dernière, il a plaidé auprès de ses téléspectateurs : « Ne prenez pas à la légère l'intelligence des gens. C'est Israël qui parle toujours du retour de Dahlan et du fait qu'il n'y a pas de place pour Abu Mazen [Mahmoud Abbas]. Tous ceux qui comprennent la politique comprennent ce que veut Israël. Il veut faire peur à l'Autorité palestinienne. Lui demander plus de concessions ».

Le début du rassemblement est quelque peu retardé. La présentatrice radio a expliqué d'une voix agitée que l'occupation avait mis en place des points de contrôle qui empêchaient les masses de venir. A l'entrée de Turmus'ayya, un grand nombre de soldats armés et de policiers des frontières étaient en effet postés, ainsi que des véhicules blindés. S'ils avaient empêché l'entrée plus tôt, ils ne le faisaient plus vers 16 heures. La route menant au site du rassemblement – au milieu d'une rue principale – était encombrée de voitures et de bus. Les nombreuses chaises en plastique gris le long et sur la largeur de la route, à l'ombre de grands eucalyptus et de magasins fermés, indiquaient les attentes des organisateurs. Et la déception.

La moitié des chaises sont restées vides. Il est douteux que plus de 500 personnes se soient présentées, enfants et adolescents compris. Y compris les fonctionnaires. Ce n'était pas une démonstration de force ; c'était une triste démonstration de fatigue, de faiblesse – et une tentative ratée de les dissimuler.

Masharawi a longuement évoqué cette faiblesse. « N'étions nous pas faibles avant l'accord ? » a-t-il demandé lors de l'interview télévisée d'une heure, et a répondu : « Nous avons une autocratie ici. Il n'y a pas d'institutions, pas de démocratie, pas de transparence. Quand y a-t-il eu des élections ? Il y a des dirigeants palestiniens au Fatah qui ne se tiennent pas devant le peuple pour dire que notre situation est très mauvaise ».

Dans l'interview, Masharawi a argumenté avec la réponse de l'AP à l'accord EAU-Israël, et surtout avec Rajoub.

Comme tous les Palestiniens, a-t-il dit, la faction de Dahlan au Fatah est opposée à la normalisation des liens entre tout pays arabe et Israël avant la création de l'État palestinien. Le problème est la manière dont cette opinion est formulée. « Vous pouvez argumenter, 'C'est ce que Yasser Arafat nous a appris', a déclaré Masharawi. « Mais la calomnie, le fait de brûler le drapeau d'un pays arabe, la condamnation de la direction d'un pays arabe, l'accusation de trahison – ce n'est pas civilisé, cela ne vient pas aux yeux des Palestiniens. C'est une fuite devant l'échec.

« La solution est-elle de perdre un autre pays arabe ? » a-t-il demandé. « C'est exactement ce que veulent les Israéliens », a-t-il poursuivi. « Le monde arabe a boycotté

l'Égypte après le sommet de Camp David, et le premier à quitter le Liban et à visiter le Caire a été Yasser Arafat. Il a compris que les Palestiniens ne peuvent pas perdre l'Égypte. Maintenant, si Arafat était vivant, il prendrait un avion et se rendrait aux EAU pour dire qu'il n'est pas d'accord. J'espère qu'Abou Mazen le fera.

« Nous avons une communauté de 300 000 Palestiniens dans les Emirats, et nous devons penser à leurs intérêts. Y a-t-il une normalisation sucrée et une normalisation salée ? », a-t-il demandé, faisant référence à la tolérance dont l'AP fait preuve à l'égard des relations normalisées que des pays comme le Qatar et la Turquie entretiennent avec Israël.

« Nous devons cesser de nous accuser mutuellement de trahison. La solution doit commencer par nous, par l'autocritique », a déclaré Masharawi, en citant quelques exemples. Le Fatah n'a pas reconnu la victoire du Hamas aux élections [en 2006] et ne lui a pas permis de gouverner. M. Rajoub affirme que les services de sécurité n'ont aucun lien avec la politique, et il est connu que les services et le Fatah ne font qu'un. Le Hamas oscille entre la résistance armée et le gouvernement – et gouverner a ses propres exigences.

Sans faire l'autocritique de sa propre faction, Masharawi a ajouté : « Quand la coordination de la sécurité [avec Israël] est sacrée pour nous, et quand nous sommes divisés entre nous, comment pouvons-nous espérer une position arabe unifiée ? »

Source : [Haaretz](#), 25 août 2020

Traduction : JPB pour Agence Média Palestine